



Bruxelles, 11 Août (07.00 a.m. CEST)

## **KBC Groupe : Bénéfice solide de 1,1 milliard d'euros pour le premier semestre. Dividende intérimaire de 1 euro prévu pour novembre.**

Dans un contexte de taux d'intérêt bas persistants, de croissance économique modérée en Belgique et de dynamique plus soutenue en Europe centrale, KBC a enregistré un solide bénéfice net de 721 millions d'euros au deuxième trimestre 2016, contre 392 millions d'euros au trimestre précédent et 666 millions d'euros au deuxième trimestre 2015. Nos volumes de prêts et de dépôts se sont à nouveau inscrits en hausse au deuxième trimestre, ce qui témoigne de la confiance de nos clients. Nos résultats ont été influencés par les solides revenus totaux générés par nos activités traditionnelles, le niveau stable des charges d'exploitation (hors taxes bancaires) et le niveau toujours extrêmement bas des réductions de valeur pour pertes de crédit. Ils ont également été dopés par l'impact positif unique découlant de la cession de nos actions Visa Europe. En tenant compte du bénéfice net de 392 millions d'euros réalisé au premier trimestre, notre résultat pour les six premiers mois de l'année s'établit à 1 113 millions d'euros, contre 1 176 millions d'euros pour la même période en 2015. À cela s'ajoutent des fondamentaux solides au niveau de nos positions de solvabilité et de liquidité. Le Conseil d'administration a approuvé une nouvelle politique en matière de dividende pour KBC Groupe. À partir de cette année et sous réserve de conditions exceptionnelles ou imprévues, KBC versera annuellement un dividende intérimaire de 1 euro par action durant le mois de novembre de l'année comptable ainsi qu'un dividende final après l'assemblée annuelle des actionnaires. Le dividende intérimaire sera une avance sur le dividende total. La politique actuelle prévoyant le versement d'un dividende total (et d'un coupon additionnel Tier-1) représentant au moins 50% du bénéfice consolidé annuel restera en vigueur. Le dividende intérimaire de 1 euro par action pour l'exercice 2016 sera mis en paiement le 18 novembre 2016.

Principales données financières du deuxième trimestre 2016 par rapport au trimestre précédent :

- Nos franchises de banque et d'assurance ont toutes deux réalisé une belle performance sur nos marchés clés et dans nos principales activités.
- Notre volume de prêts a progressé en Belgique (+1%), en République tchèque (+2%), en Slovaquie (+3%) et en Bulgarie (+3%). Les clients ont encore augmenté leurs dépôts dans tous les pays où nous opérons : Belgique (+5%), République tchèque (+3%), Slovaquie (+4%), Hongrie (+4%), Bulgarie (+1%) et Irlande (+2%).
- Nos revenus nets d'intérêts sont ressortis globalement inchangés en glissement trimestriel, l'impact négatif des taux bas ayant été compensé par des facteurs positifs tels que la croissance des volumes au niveau des comptes à vue et des prêts, la diminution des coûts de financement et les baisses de taux sur les comptes d'épargne. La marge nette d'intérêts du groupe a légèrement reculé par rapport au trimestre précédent, de 1,96% à 1,94% du fait de la baisse des revenus de réinvestissement et de la pression sur les marges commerciales.
- Les primes encaissées sur nos produits d'assurance non-vie se sont inscrites en hausse de 2%, mais les déclarations de sinistres ont augmenté dans une plus large mesure (6%) en raison des conditions météorologiques défavorables et des inondations en Belgique et en République tchèque. Notre ratio non-vie combiné s'établit à 95% *year-to-date*.
- Le total de nos actifs sous gestion a atteint 207 milliards d'euros, un niveau globalement en ligne avec celui du premier trimestre, dans la mesure où les modestes sorties de capitaux nettes ont été compensées par une légère augmentation de prix. Après avoir diminué au premier trimestre, nos revenus nets de commissions ont regagné du terrain (+4%), essentiellement grâce à la hausse des commissions de gestion sur les fonds de placement et des commissions de crédit.
- La vente de nos actions Visa Europe a généré un revenu additionnel unique de 99 millions d'euros avant impôts, soit 84 millions d'euros après impôts.
- À 904 millions d'euros, les coûts ont baissé de 24%, étant donné que l'essentiel des taxes bancaires avaient été comptabilisées au premier trimestre. Si l'on fait abstraction de ces taxes, les coûts demeurent inchangés en rythme trimestriel. Le ratio charges/revenus s'établit à 59% *year-to-date*. Après répartition homogène des taxes bancaires et exclusion des éléments spécifiques, le ratio charges/revenus ressort à 56%.
- Le coût du crédit représente 0,07% de notre portefeuille de crédits *year-to-date*, un excellent niveau bas, toutefois intenable. Les prévisions en matière de pertes de valeur sur les crédits irlandais sont revues à la baisse vers 0-40 millions d'euros pour l'ensemble de l'exercice.
- Notre position de trésorerie reste robuste et notre base de capital – avec un ratio commun equity de 14,9% (phased-in, selon le compromis danois) – est toujours nettement supérieure à l'objectif réglementaire de 10,25% pour 2016.

*Johan Thijs, CEO de notre groupe :*



*« Le niveau bas persistant des taux d'intérêt, conjugué à la volatilité régnant sur les marchés financiers, constitue un défi pour l'ensemble des établissements financiers, y compris le nôtre. Dans des conditions économiques exigeantes, nous continuons à être un bancassureur qui place ses clients au centre de ses préoccupations.*

*Nous considérons nos clients comme autant de partenaires avec lesquels nous pouvons collaborer en vue de bâtir la société et de générer une croissance économique durable. Les clients continuent de nous confier leurs actifs en dépôt et comptent sur nous pour les aider à réaliser et à protéger leurs projets. Au cours du trimestre, les volumes de prêts et de dépôts ont encore augmenté, tout comme les primes encaissées sur nos produits d'assurance non-vie.*

*Le deuxième trimestre a été caractérisé par de solides revenus totaux pour nos activités principales, le niveau stable des charges d'exploitation et un coût du crédit toujours faible. Le gain unique découlant de la cession de nos actions Visa Europe a dopé les résultats. Notre approche de bancassurance a permis de générer un robuste résultat de 721 millions d'euros au deuxième trimestre de l'année.*

*Le groupe KBC peut continuer de se targuer de positions de solvabilité et de liquidité très saines, comme en témoignent non seulement les ratios actuels mais également les résultats du test de résistance de l'ABE publiés en juillet. Voilà donc un signal rassurant pour nos clients, nos employés et nos parties prenantes.*

Le Conseil d'administration a approuvé une nouvelle politique en matière de dividende pour KBC Groupe. À partir de cette année et sous réserve de conditions exceptionnelles ou imprévues, KBC versera annuellement un dividende intérimaire de 1 euro par action durant le mois de novembre de l'année comptable ainsi qu'un dividende final après l'assemblée annuelle des actionnaires. Le dividende intérimaire sera une avance sur le dividende total. La politique actuelle prévoyant le versement d'un dividende total (et d'un coupon additionnel Tier-1) représentant au moins 50% du bénéfice consolidé annuel restera en vigueur. Le dividende intérimaire de 1 euro par action pour l'exercice 2016 sera mis en paiement le 18 novembre 2016.

Nous avons pour objectif de faire en sorte que nos clients, actionnaires et autres parties prenantes tirent un réel bénéfice de nos activités. Cet objectif, tous nos membres du personnel s'efforcent de le réaliser. Les prix de « Meilleure banque » pour la Belgique et la Hongrie qu'Euromoney nous a décerné en juillet ouvrent des perspectives encourageantes et nous emplissent de fierté. Nous sommes extrêmement reconnaissants envers nos clients pour la confiance qu'ils placent en nous et qui témoigne de la réussite de notre modèle de bancassurance. »

Aperçu Groupe KBC (consolidé)	2TR2015	1TR2016	2TR2016	1S2015	1S2016
Résultat net, IFRS (en millions EUR)	666	392	721	1 176	1 113
Bénéfice de base par action, IFRS (en EUR)*	1.56	0.91	1.69	2.75	2.60
Ventilation du résultat net, IFRS, par division (en millions EUR)					
Belgique	528	209	371	858	579
République tchèque	127	129	191	271	320
Marchés internationaux	68	60	123	92	183
Centre de groupe	-57	-6	37	-44	31
Capitaux propres des actionnaires de la société mère par action (en EUR, fin de période)	32.5	34.3	35.5	32.5	35.5

\* Remarque : Si un coupon devait être mis en paiement sur les titres de capital de base vendus au gouvernement régional flamand (en 2015) et les instruments additionnels Tier-1 inclus dans les capitaux propres, il sera déduit du numérateur (*au prorata*). En cas de paiement d'une pénalité sur les titres de capital de base (en 2015), elle sera déduite de la même manière.

## Faits marquants du trimestre sous revue

- Notre stratégie de base reste centrée sur la fourniture de produits et de services de bancassurance aux particuliers, aux PME et aux moyennes capitalisations en Belgique, en République tchèque, en Slovaquie, en Hongrie et en Bulgarie.
- Sur le front macroéconomique, le principal risque économique planant sur la zone euro, à savoir le Brexit, s'est concrétisé à suite du référendum britannique du 23 juin. Si l'issue du vote a dans un premier temps donné lieu à un accès de volatilité sur les marchés financiers et pesé sur le sentiment des producteurs et des consommateurs, son impact réel est jusqu'à présent resté limité. Cependant, elle aura une incidence négative sur la reprise économique dans la zone euro, en mettant notamment en lumière une importante source de fragilité, à savoir la faiblesse relative de la croissance des investissements. Le vote en faveur du Brexit s'inscrit dans un contexte relativement favorable sur le plan des données économiques. La solide croissance du PIB réel de la zone euro au premier trimestre (0,6%) avait quelque peu suscité l'optimisme. Cette tendance n'a cependant pas perduré au deuxième trimestre, qui a vu la croissance reculer à 0,3% à peine, un chiffre davantage en ligne avec le taux de croissance potentiel de la zone euro. Dans ce contexte, le chômage au sein de la zone euro a continué de reculer lentement mais sûrement, pour s'établir à 10,1% en juin. La croissance économique américaine s'est également avérée décevante au deuxième trimestre (0,3% en termes non annualisés), malgré la forte hausse de la consommation privée. Cet accès de faiblesse s'explique essentiellement par une croissance décevante des investissements et un recul des stocks. Parallèlement, l'inflation mondiale reste atone. Aux États-Unis, elle a atteint des niveaux relativement normaux. Dans la zone euro, en revanche, les derniers chiffres indiquent que l'inflation de base se situe toujours à mi-chemin seulement de l'objectif fixé par la Banque centrale européenne (2%). Les motifs sous-jacents qui permettent d'expliquer cette situation incluent le niveau toujours élevé du chômage, la croissance modérée des salaires nominaux et l'appréciation *trade-weighted* de l'euro, qui se traduit par une inflation plus négative encore des prix à l'importation.
- Comme annoncé par l'Autorité bancaire européenne (ABE) fin juillet dans le cadre de son test de résistance à l'échelle européenne mené en 2016, nous demeurons adéquatement capitalisés. À la suite de ce test de résistance, notre ratio common equity Tier-1 fully loaded (ratio common equity : 14,9% fin

2015) a augmenté de 1,3 point de pourcentage, à 16,2%, dans le cadre du scénario de base (+1,0 point de pourcentage sur une base transitoire). Selon le scénario défavorable, notre ratio common equity fully loaded chuterait de 3,6 points de pourcentage, à 11,3% (-3,9 points de pourcentage sur une base transitoire, à 11,3% également). Notre capitalisation reste dès lors amplement suffisante, même en cas de scénario défavorable. Notre ratio de levier financier (« leverage ratio »), qui s'élevait à 6,32% à fin 2015, augmenterait à 7,4% selon le scénario de base et ne régresserait qu'à 5,7% selon le scénario défavorable. Pour toutes les parties prenantes qui placent leur confiance en nous, l'issue du test envoie le signal rassurant que notre établissement est bien capitalisé. Nous continuerons à faire en sorte de maintenir des ratios de capitalisation appropriés.

- Nous poursuivons dans la voie du déploiement de projets de technologie financière afin d'être en mesure d'encore mieux servir nos clients à l'avenir. En juin 2016, nous avons annoncé que les clients de ČSOB et Era Poštovní spořitelna (Postal Savings Bank) pourraient payer leurs achats par téléphone mobile grâce à une nouvelle application baptisée ČSOB NaNákupy (Mobile Wallet). Il s'agit du tout premier porte-monnaie mobile en République tchèque compatible avec MasterCard et Visa. Autre avantage de l'application, elle ne nécessite pas de nouvelle carte bancaire ou carte SIM. De nouvelles fonctionnalités seront proposées d'ici la fin de l'année. L'application mobile permettra d'effectuer des paiements en ligne, de gérer sa carte et de consulter l'historique des transactions. Les utilisateurs auront la possibilité d'y intégrer leurs cartes de fidélité, leurs tickets de caisse ou des listes de courses partagées. En juillet 2016, nous avons annoncé le lancement de la phase d'essai d'une application blockchain novatrice pour les PME. Avec le concours de la société IT spécialisée Cegeka et de diverses autres entreprises, nous sommes les premiers sur le marché à tester avec succès Digital Trade Chain (DTC), une solution blockchain offrant aux PME l'opportunité de gérer leurs transactions commerciales internationales en toute sécurité. Si les grandes entreprises ont recours aux crédits documentaires pour limiter le risque commercial, cette solution ne convient pas toujours aux PME. Nous continuons de développer DTC et négocions avec d'autres tierces parties pour élargir encore la plateforme et améliorer son accessibilité.

En juillet 2016, nous avons annoncé que nous travaillions en collaboration avec ING sur une solution intégrée de paiement et de fidélité en Belgique, afin de répondre à l'évolution rapide de l'expérience numérique pour les clients. Ce type de solution conviviale et rentable a déjà été adopté par plus d'un million d'utilisateurs Qustomer, CityLife et Payconiq dans plus de 6.500 magasins en Belgique. Ce réseau continuera de se développer dans les mois à venir.

- En juillet 2016, KBC (Belgique) et K&H (Hongrie) ont reçu le titre de « Meilleure banque » pour leur pays respectif lors des Euromoney Awards for Excellence. Euromoney a accueilli quelque 600 banquiers senior du monde entier pour célébrer le 25e anniversaire des Awards. Ces prix, qui sont attribués sur la base d'un suivi de la part de marché sur un an et de données de satisfaction client compilées par le département d'enquête de premier plan d'Euromoney, témoignent clairement du bien-fondé de notre approche axée sur la clientèle.

## Aperçu de nos résultats et de notre bilan

Pour les données complètes du compte de résultat et du bilan consolidés selon les normes IFRS, nous vous renvoyons au chapitre « Consolidated financial statements » du rapport trimestriel, qui reprend également un résumé du résultat global, des variations des capitaux propres des actionnaires, ainsi que plusieurs annexes relatives aux comptes.

### Compte de résultat consolidé selon les normes IFRS, Groupe KBC (en millions EUR)

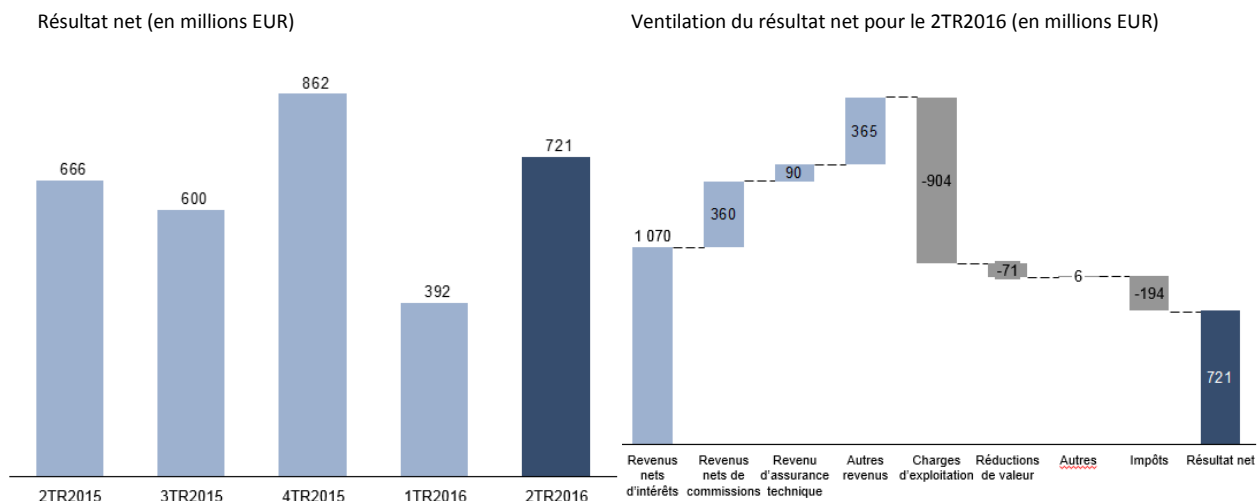
	2TR2015	3TR2015	4TR2015	1TR2016	2TR2016	1S2015	1S2016
Revenus nets d'intérêts	1 092	1 062	1 066	1 067	1 070	2 183	2 137
Revenus d'intérêts	1 804	1 770	1 725	1 720	1 654	3 654	3 375
Charges d'intérêts	-712	-708	-659	-653	-585	-1 471	-1 238
Assurance non-vie (avant réassurance)	155	142	147	145	141	322	286
Primes acquises	326	335	338	341	349	646	690
Charges techniques	-172	-193	-191	-196	-208	-324	-404
Assurance vie (avant réassurance)	-51	-51	-51	-35	-38	-99	-73
Primes acquises	265	289	445	426	402	567	827
Charges techniques	-316	-340	-496	-461	-440	-666	-901
Résultat de la réassurance cédée	-7	0	-10	-8	-13	-18	-21
Revenus de dividendes	39	13	12	10	36	51	46
Résultat net des instruments financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat	179	47	-68	93	154	236	247
Résultat net réalisé sur des actifs disponibles à la vente	36	44	30	27	128	116	155
Revenus nets de commissions	465	383	371	346	360	924	706
Revenus de commissions	634	547	533	507	517	1 267	1 024
Charges de commissions	-169	-164	-162	-161	-157	-343	-318
Autres revenus nets	105	96	47	51	47	154	98
<b>Total des revenus</b>	<b>2 013</b>	<b>1 736</b>	<b>1 543</b>	<b>1 697</b>	<b>1 885</b>	<b>3 868</b>	<b>3 581</b>
Charges d'exploitation	-941	-862	-962	-1 186	-904	-2 066	-2 090
Réductions de valeur	-149	-49	-472	-28	-71	-226	-99
sur prêts et créances	-138	-34	-78	-4	-50	-211	-54
sur actifs disponibles à la vente	-7	-15	-21	-24	-20	-9	-43
sur goodwill	0	0	-344	0	0	0	0
autres	-5	0	-29	-1	-1	-6	-2
Quote-part dans le résultat des entreprises associées et joint-ventures	8	6	5	7	6	14	13
Résultat avant impôts	930	831	114	489	916	1 589	1 405
Impôts	-264	-231	749	-97	-194	-413	-292
Résultat net après impôts des activités abandonnées	0	0	0	0	0	0	0
Résultat après impôts	666	600	863	392	721	1 176	1 113
attribuable à des participations minoritaires	0	0	0	0	0	0	0
<b>attribuable aux actionnaires de la société mère</b>	<b>666</b>	<b>600</b>	<b>862</b>	<b>392</b>	<b>721</b>	<b>1 176</b>	<b>1 113</b>
Bénéfice de base par action (EUR)*	1.56	1.41	-0.36	0.91	1.69	2.75	2.60
Bénéfice dilué par action (EUR)*	1.56	1.41	-0.36	0.91	1.69	2.75	2.60

\* Remarque : en cas de paiement d'un coupon sur les titres de capital de base vendus au gouvernement régional flamand et les instruments additionnels Tier-1 inclus dans les capitaux propres, il sera déduit du numérateur (au prorata). En cas de paiement d'une pénalité sur les titres de capital de base, elle sera déduite de la même manière.

### Chiffres clés du bilan consolidé, Groupe KBC (en millions EUR)

	30-06-2015	30-09-2015	31-12-2015	31-03-2016	30-06-2016
Actifs totaux	256 654	257 632	252 356	261 551	265 681
Prêts et avances à la clientèle	126 093	126 971	128 223	129 703	131 383
Titres (actions et titres de créance)	70 755	71 115	72 623	72 860	73 494
Dépôts de la clientèle et certificats de dette	170 159	171 412	170 109	173 646	175 870
Provisions techniques avant réassurance	19 198	19 365	19 532	19 619	19 724
Dettes de contrats d'investissement, assurance	12 937	12 422	12 387	12 508	12 427
Capitaux propres des actionnaires de la société mère	13 576	14 022	14 411	14 335	14 834
Titres de capital de base sans droit de vote	2 000	2 000	0	0	0

## Analyse du trimestre (2TR2016)



Le résultat net pour le trimestre considéré s'est établi à 721 millions d'euros, contre 392 millions d'euros au trimestre précédent et 666 millions d'euros en glissement annuel.

**Le total des revenus a augmenté de 11% en glissement trimestriel grâce au gain unique découlant de la vente des actions Visa Europe. Abstraction faite de ce gain, le total des revenus a augmenté de 5%.**

- Les revenus nets d'intérêts se sont inscrits à 1 070 millions d'euros au deuxième trimestre 2016. Nonobstant l'environnement actuel de faibles rendements, les revenus nets d'intérêts sont restés stables en comparaison trimestrielle et ne se sont contractés que de 2% en rythme annuel. La tendance en glissement trimestriel a été dictée par la baisse des coûts de financement, la hausse des revenus découlant d'une position obligataire accrue, la solide croissance du volume de crédits et la réduction des taux sur les comptes d'épargne. Ces facteurs contrebalancent les pressions accrues sur les marges de prêt et l'impact négatif de l'environnement de faibles rendements sur le portefeuille d'investissement. Par souci d'exhaustivité, il convient de noter que l'augmentation des pertes sur les opérations de couverture dans le cadre du refinancement de prêts immobiliers au deuxième trimestre est cette année compensée par les commissions de remboursement anticipé reçues au titre de ces prêts. En conséquence, la marge nette d'intérêts s'est établie à 1,94% pour le trimestre sous revue, en baisse de 2 points de base par rapport au trimestre précédent et de 12 points de base par rapport au même trimestre de l'année passée. De manière générale, la croissance des volumes a continué de soutenir les revenus d'intérêts : notre volume de prêts total a augmenté tant en glissement trimestriel (+1%) qu'en rythme annuel (+4%), tandis que les volumes de dépôts ont progressé de pas moins de 4% en comparaison trimestrielle et de 6% en rythme annuel.
- Les revenus techniques issus de nos activités d'assurance vie et non-vie se sont inscrits en repli en rythme trimestriel et annuel. Au cours du trimestre sous revue, les primes brutes acquises moins les charges techniques brutes et le résultat de la réassurance cédée ont contribué au total des revenus à hauteur de 90 millions d'euros, soit une baisse de 12% par rapport au trimestre précédent et de 7% par rapport au même trimestre de l'année passée.  
Les primes acquises dans nos activités d'assurance non-vie se sont encore accrues de 2% en comparaison trimestrielle et de 7% en rythme annuel, grâce à des initiatives commerciales et à certaines hausses de tarifs. Au deuxième trimestre, les sinistres déclarés dans la branche non-vie ont augmenté de 6% en glissement trimestriel et de 21% par rapport à leur niveau du deuxième trimestre 2015, essentiellement du fait de tempêtes et d'inondations. Par conséquent, notre ratio combiné est ressorti à 95% pour les six premiers mois de l'année.  
Les ventes de produits d'assurance vie à taux garanti sont ressorties en légère baisse (-1%) en comparaison trimestrielle mais en forte hausse (+51%) en rythme annuel. Les ventes de produits



d'assurance vie de la branche 23 (non inclus dans les recettes de primes d'assurance vie) ont quant à elles reculé de 16% en comparaison trimestrielle et grimpé de 9% en rythme annuel.

Il est à noter qu'au deuxième trimestre 2016, les revenus d'investissement issus d'activités d'assurance ont augmenté de 24% par rapport au trimestre précédent et diminué de 10% par rapport au même trimestre de l'année dernière. L'amélioration en glissement trimestriel est essentiellement imputable à un revenu de dividende plus élevé sous l'effet de facteurs saisonniers, ainsi qu'aux plus-values réalisées sur les actions. Le recul en rythme annuel s'explique quant à lui par une réduction de valeur accrue sur les participations disponibles à la vente.

- Au cours du trimestre sous revue, et plus particulièrement après les remous provoqués par le vote en faveur du Brexit, l'incertitude est restée de mise sur les marchés financiers et les investisseurs se sont à nouveau montrés hésitants. Le total de nos actifs sous gestion est toutefois resté à son niveau du trimestre précédent (207 milliards d'euros), les modestes sorties de capitaux nettes (-1%) ayant été compensées par une évolution positive des prix dans les mêmes proportions. Par rapport à l'année dernière, le total de nos actifs sous gestion a gagné un peu de terrain (+2%) grâce à la croissance des entrées nettes, qui ont largement contrebalancé l'évolution légèrement négative des prix. Nos services de gestion d'actifs ont constitué le principal moteur des revenus nets de commissions, qui, après avoir baissé au trimestre précédent, ont progressé de 4% en comparaison trimestrielle, à 360 millions, grâce à l'augmentation des commissions de gestion pour les fonds de placement déclenchée par la réorientation de l'allocation d'actifs au détriment des liquidités. La hausse des commissions liées au crédit et aux garanties a par ailleurs étayé l'amélioration trimestrielle. Cependant, par rapport au même trimestre un an plus tôt, les revenus nets de commissions se sont repliés de 23% en raison du net recul des commissions de gestion et des frais d'entrée pour les fonds de placement, ainsi que de la baisse des commissions liées aux titres.
- Le résultat net des instruments financiers à la juste valeur s'établit à 154 millions d'euros au deuxième trimestre 2016, après avoir atteint 93 millions d'euros sur le trimestre précédent et 179 millions d'euros au deuxième trimestre 2015. La vigueur relative en comparaison trimestrielle est largement imputable aux modifications ponctuelles apportées à nos modèles d'ajustement des valorisations (CVA/MVA).
- Les autres éléments de revenu ont totalisé 211 millions d'euros, soit 123 millions de plus qu'au trimestre précédent et 31 millions de plus qu'au même trimestre un an plus tôt. Un gain de 99 millions d'euros (avant impôts) a été réalisé au cours du trimestre sous revue grâce à la cession de nos actions Visa Europe. Le deuxième trimestre s'est en outre caractérisé par des revenus de dividendes élevés du point de vue saisonnier.

**Charges d'exploitation déformées par la comptabilisation anticipée des taxes bancaires au trimestre précédent : abstraction faite de cet effet, les charges d'exploitation sont en ligne avec celles du trimestre précédent et en baisse de 1% en glissement annuel.**

- À 904 millions d'euros pour le deuxième trimestre 2016, nos charges d'exploitation ont considérablement baissé par rapport au trimestre précédent (-24%). Il convient toutefois de noter que l'essentiel des taxes bancaires spécifiques est traditionnellement comptabilisé au premier trimestre de l'année. Abstraction faite de ces taxes (335 millions d'euros au premier trimestre 2016 et 51 millions d'euros au deuxième trimestre), nos charges d'exploitation sont demeurées globalement stables en comparaison trimestrielle et ont même reculé de 1% en rythme annuel. La tendance au niveau des coûts en comparaison trimestrielle a été influencée par des facteurs tels que la hausse des dépenses de marketing et la baisse des dépenses de personnel. La baisse de 1% en glissement annuel découle de plusieurs facteurs, dont la réduction des dépenses de personnel, qui a été quelque peu contrebalancée par l'augmentation des dépenses informatiques.  
Le ratio charges/revenus de nos activités bancaires s'établit dès lors à 59% *year-to-date*, contre 55% en 2015. Après exclusion de certains éléments spécifiques et répartition homogène des taxes bancaires, le ratio charges/revenus ressort à 56% (contre 55% en 2015).

## Réductions de valeur pour pertes de crédit : très faible ratio de coût du crédit de 0,07% year-to-date

- Les réductions de valeur pour pertes de crédit s'inscrivent à un niveau favorable de 50 millions d'euros au deuxième trimestre 2016, en nette hausse par rapport au niveau historiquement bas de 4 millions d'euros observé au trimestre précédent, mais en baisse par rapport aux 138 millions enregistrés un an plus tôt. L'augmentation en glissement trimestriel s'explique en partie par les changements apportés aux paramètres des modèles dans la majorité des portefeuilles, tandis que le nombre de nouveaux crédits impaired s'est avéré limité dans l'ensemble des segments. Les réductions de valeur sur crédits ont atteint 28 millions d'euros en Belgique, 9 millions d'euros en République tchèque, 6 millions d'euros en Slovaquie, 1 million d'euros en Bulgarie et 7 millions d'euros au niveau du Centre de groupe. Des libérations de provisions pour pertes nettes sur crédits (impact positif) de 1 million d'euros ont également été enregistrées en Hongrie et en Irlande. Pour l'ensemble du groupe, les réductions de valeur pour pertes de crédit ont atteint 0,07% du portefeuille total de prêts au premier semestre 2016 (en termes annualisés).
- Les réductions de valeur sur actifs disponibles à la vente sont ressorties à 20 millions d'euros, un chiffre un peu en deçà des 24 millions d'euros du trimestre précédent mais supérieur aux 7 millions d'euros enregistrés au même trimestre un an plus tôt. Les réductions de valeur ont essentiellement concerné les actions du portefeuille d'investissement de l'assurance au cours du trimestre sous revue.

## Résultats par division

- Notre bénéfice trimestriel de 721 millions d'euros se répartit comme suit : 371 millions d'euros pour la division Belgique, 191 millions d'euros pour la division République tchèque, 123 millions d'euros pour la division Marchés internationaux et 37 millions d'euros pour le Centre de groupe. Un tableau reprenant les résultats complets et une analyse succincte par division sont disponibles à la section « *Results per business unit* » de l'*Extended quarterly report* ; des informations plus détaillées pour chaque division figurent également dans la présentation destinée aux analystes (sur [www.kbc.com](http://www.kbc.com)).

## Fondamentaux robustes : fonds propres, solvabilité et liquidité

- À la fin juin 2016, le total de nos capitaux propres (émissions additionnelles Tier-1 incluses) s'élevait à 16,2 milliards d'euros, en hausse de 0,4 milliard d'euros par rapport à son niveau de fin 2015. L'évolution du total des capitaux propres sur les six premiers mois de 2016 résultait de l'inclusion du bénéfice semestriel (+1,1 milliard d'euros), de la dépréciation des couvertures des flux de trésorerie (-0,5 milliard d'euros) et des réévaluations de régimes à prestations définies (-0,2 milliard d'euros).
- Nos ratios de solvabilité ont confortablement dépassé les niveaux requis par le test de solvabilité imposé par les autorités de régulation financière pour 2016 (minimum de 10,25%, Bâle III, phased-in selon le compromis danois). Au 30 juin 2016, le ratio common equity du groupe (Bâle III, selon le compromis danois) s'établissait à un solide niveau de 14,9% (phased-in et à pleine charge). Le ratio de levier financier (« *leverage ratio* ») du groupe (Bâle III, à pleine charge) s'est inscrit à 6,0%. Au 30 juin 2016, malgré un nouveau plafond imposé par l'organe de contrôle belge, KBC Assurances affichait un solide ratio de solvabilité de 187% en vertu du nouveau cadre réglementaire Solvabilité II.
- La liquidité du groupe s'est maintenue à un excellent niveau, avec un ratio LCR de 132% et un ratio NSFR de 123% à la fin du mois de juin 2016.

## Analyse de la période sous revue year-to-date (1S2016)

Notre résultat global pour les six premiers mois de l'année s'établit à 1 113 millions d'euros, contre 1 176 millions d'euros un an auparavant.

Par rapport au premier semestre 2015, le résultat du premier semestre 2016 s'est caractérisé par :

- Une légère baisse des revenus nets d'intérêts (-2% à 2 137 millions d'euros) essentiellement imputable à la faiblesse actuelle des taux d'intérêt, ce qui a pénalisé le résultat de transformation et les revenus générés par la salle des marchés, mais a été compensé en partie par la baisse des coûts de



financement et la hausse des revenus d'intérêts des activités de prêts. Les volumes de dépôts (+6%) et de prêts (+4%) ont augmenté.

- Une contribution au revenu réduite des résultats techniques des activités d'assurance (primes brutes acquises moins charges techniques brutes et résultat de la réassurance cédée : baisse de 6% à 192 millions d'euros), en partie du fait du nombre plus important de déclarations de sinistres. Dans l'assurance non-vie, le ratio combiné s'inscrit à 95% *year-to-date*. Sur le plan de l'assurance vie, les ventes ont augmenté de près de 30% grâce essentiellement aux produits à taux garantis en Belgique.
- Une baisse des revenus nets de commissions (-24% à 706 millions d'euros) en raison du net recul des commissions de gestion et des frais d'entrée pour les fonds de placement. À la fin juin 2016, les actifs sous gestion totaux s'élevaient à 207 milliards d'euros, soit une hausse de près de 2% en rythme annuel découlant d'une progression de 2% des entrées nettes et d'une baisse moyenne de 1% du prix.
- Un niveau globalement stable pour tous les autres éléments de revenus (totalisant 546 millions d'euros), ce qui inclut une légère hausse du résultat net des instruments financiers à la juste valeur (+5% à 247 millions d'euros), une forte hausse des plus-values nettes réalisées sur les actifs disponibles à la vente (+34% à 155 millions d'euros, grâce au gain sur la vente des actions Visa Europe), une légère baisse du revenu de dividende (-10% à 46 millions d'euros) et une baisse des autres revenus nets (-36% à 98 millions d'euros, dès lors que nous avons bénéficié d'un certain nombre d'éléments positifs non récurrents au deuxième trimestre 2015).
- Un accroissement léger des charges d'exploitation (+1% à 2 090 millions d'euros), imputable pour l'essentiel à l'augmentation des taxes bancaires (en hausse de 11%). Si l'on fait abstraction de ces taxes, les charges d'exploitation ont reculé de 1% par rapport au premier semestre 2015. En conséquence, le ratio charges/revenus s'établit à 59% *year-to-date*, ou 56% après ajustement des éléments de nature spécifique.
- Une forte baisse des réductions de valeur pour pertes de crédit (-75% à 54 millions d'euros). Par conséquent, le ratio annualisé de coût du crédit s'est inscrit à un excellent niveau de 0,07% pour l'ensemble du groupe.

Ratios sélectionnés pour le Groupe KBC (consolidé)	Exercice complet 2015	1S2016
<b>Rentabilité et efficacité</b>		
Rendement sur capitaux propres	22%	17%
Ratio charges/revenus, activités bancaires	55%	59%
Ratio combiné, assurance non-vie	91%	95%
<b>Solvabilité</b>		
Ratio common equity selon Bâle III (compromis danois, phased-in)	15.2%	14.9%
Ratio common equity selon Bâle III (compromis danois, à pleine charge)	14.9%	14.9%
Ratio common equity selon la méthode FICOD (à pleine charge)	14.0%	13.5%
Ratio de levier financier selon Bâle III (à pleine charge)	6.3%	6.0%
<b>Risque de crédit</b>		
Ratio de pertes sur crédits	0.23%	0.07%
Ratio de crédits impaired	8.6%	7.8%
pour les crédits présentant un arriéré de plus de 90 jours	4.8%	4.4%
<b>Liquidité</b>		
Ratio structurel de liquidité à long terme (NSFR)	121%	123%
Ratio de couverture des liquidités (LCR)	127%	132%

## Déclaration relative aux risques

- Nos activités étant principalement axées sur la banque, l'assurance et la gestion d'actifs, nous nous exposons à certains risques typiques pour ces domaines financiers tels que, mais sans s'y limiter, les risques de défaut de crédit, les risques de contrepartie, le risque de concentration, les fluctuations des taux d'intérêt, les risques de change, les risques de liquidité et de financement, les risques d'assurance, l'évolution de la réglementation, les risques opérationnels, les litiges avec les clients, la concurrence d'autres acteurs et de nouveaux opérateurs ainsi que les risques économiques en général. Bien que surveillés de près et gérés par KBC dans le cadre strict de règles de gouvernance et limites, ces risques peuvent avoir une incidence négative sur la valeur des actifs ou occasionner des charges supplémentaires excédant les prévisions.
- À l'heure actuelle, nous estimons qu'un certain nombre d'éléments constituent le principal défi pour le

secteur financier en général et affectent en conséquence aussi KBC. Les exigences croissantes en matière de capital sont un thème majeur pour le secteur. D'importantes initiatives réglementaires concernent actuellement le risque de crédit, le risque opérationnel, le risque de trading, les risques ALM et la protection des consommateurs. Outre la réglementation, l'environnement de taux bas reste problématique. Si cette phase de faibles taux devait perdurer, la rentabilité à long terme des banques, et notamment des assureurs, serait soumise à de fortes pressions. Le secteur financier est par ailleurs confronté aux risques systémiques découlant des évolutions politiques et financières, telles que le Brexit ou les craintes entourant le secteur bancaire dans certains pays. Les écrans radar des risques des établissements financiers montrent que la technologie financière constitue un défi supplémentaire pour le modèle d'entreprise des institutions financières traditionnelles. Enfin, les cyber-risques sont devenus l'une des principales menaces ces dernières années, pas uniquement pour le secteur financier, mais pour l'ensemble de l'économie.

- Les données relatives à la gestion des risques sont reproduites dans nos rapports annuels, les *Extended quarterly reports* et les *Risk reports*, tous disponibles sur le site [www.kbc.com](http://www.kbc.com).
- Sur le front macroéconomique, compte tenu des incertitudes suscitées par l'issue du référendum sur le Brexit le 23 juin, nous pensons que la Fed maintiendra son taux directeur en l'état en 2016 et ne le relèvera que progressivement en 2017, probablement en trois hausses de 25 points de base. Parallèlement, la BCE a annoncé qu'elle maintiendrait le taux d'intérêt de la facilité de dépôt en territoire négatif (voire qu'elle l'abaisserait davantage) pendant un certain temps encore après la fin de son programme d'achat d'actifs, actuellement prévue pour mars 2017. Elle ne commencera probablement à le relever qu'en 2018 au plus tôt. Compte tenu du mouvement de « fuite vers la qualité » observé sur les marchés financiers dans le sillage du vote sur le Brexit, le dollar américain devrait s'apprécier modérément face à l'euro en 2016 et 2017. Les anticipations de poursuite de l'expansion économique aux États-Unis et de relèvement des taux par la Fed en 2017 devraient entraîner une légère hausse des rendements obligataires américains. Cela soutiendra également les taux allemands dans une certaine mesure, sur fond d'intégration mondiale des principaux marchés obligataires.
- En dépit du deuxième trimestre relativement médiocre en termes macroéconomiques, ainsi que des incertitudes économiques et politiques supérieures à la moyenne découlant du Brexit, des tensions politiques en Turquie, de la crise des réfugiés, des élections à venir en Europe et aux États-Unis ou encore de la fragilité des marchés émergents, nous estimons que le reste de l'année 2016 sera marqué par une croissance économique soutenue aussi bien dans la zone euro qu'aux États-Unis, pour les raisons fondamentales suivantes : robustesse de la demande intérieure, en particulier au niveau de la consommation des ménages, politique budgétaire légèrement accommodante et reprise de la croissance des investissements, notamment aux États-Unis. Le commerce international ne devrait en revanche guère apporter de contribution significative à la croissance. Par conséquent, la croissance économique au sein de la zone euro et aux États-Unis ressortira à un niveau quelque peu inférieur à celui de 2015, et devrait repartir à la hausse en 2017. Nous continuons de faire preuve d'un optimisme prudent à l'égard de la croissance en Belgique, même si les chiffres pour 2016 et 2017 devraient rester inférieurs aux niveaux de la zone euro, compte tenu de l'austérité budgétaire persistante et de l'impact relativement plus important que prévu du Brexit. En Europe centrale, la croissance vigoureuse du PIB devrait quelque peu se tasser en 2016, à mesure que l'impulsion donnée par les fonds de cohésion européens pour les investissements publics se dissipe.

**Pour tout complément d'information, veuillez contacter :**

Wim Allegaert, Directeur Investor Relations, KBC Groupe

Tel +32 2 429 50 51 - E-mail : [wim.allegaert@kbc.be](mailto:wim.allegaert@kbc.be)

Viviane Huybrecht, Directeur Communication Corporate / Porte-parole KBC Groupe

Tel +32 2 429 85 45 - E-mail : [pressofficekbc@kbc.be](mailto:pressofficekbc@kbc.be)

\* Ce communiqué contient des informations soumises à la réglementation sur la transparence des entreprises cotées en Bourse.

**KBC Groupe SA**

Av. Du Port 2 – 1080 Bruxelles

Viviane Huybrecht

Directeur

Communication Corporate/

Porte-parole

Tel. +32 2 429 85 45

Service Presse

Tel. +32 2 429 65 01 Stef Leunens

Tel. +32 2 429 29 15 Ilse De Muyer

Fax +32 2 429 81 60

E-Mail : [pressofficekbc@kbc.be](mailto:pressofficekbc@kbc.be)

Les communiqués de presse KBC peuvent être consultés sur [www.kbc.com](http://www.kbc.com) ou obtenus en envoyant un courriel à [pressofficekbc@kbc.be](mailto:pressofficekbc@kbc.be)

Suivez nous sur [www.twitter.com/kbc\\_group](https://www.twitter.com/kbc_group)